

The EMBC Agreement was retyped for ease of electronic communication

Accord
instituant la Conference européenne
de biologie moleculaire

Agreement
establishing the European
Molecular Biology Conference

Übereinkommen
zur Gründung einer Europäischen Konferenz
für Molekularbiologie

Accord instituant la Conférence européenne de biologie moléculaire

Les Etats parties au présent Accord,

conscients du rôle important joué par la biologie moléculaire pour le progrès de la science et le bien-être de l'humanité ;

considérant qu'il y a lieu de compléter et d'intensifier par une action intergouvernementale la coopération internationale existant déjà dans ce domaine ;

désireux de développer la coopération européenne dans le domaine de la biologie moléculaire en vue de favoriser des activités qui se distinguent par leurs mérites scientifiques ;

prenant acte de l'acceptation par l'Organisation européenne de biologie moléculaire, appelée ci-après «l'OEBM», des dispositions contenues dans le présent Accord et la concernant ;

sont convenus de ce qui suit:

Art. I Institution de la Conférence

Il est institué une Conférence européenne de biologie moléculaire, appelée ci-après « la Conférence ».

Art. II Buts

1. La Conférence assure la coopération entre Etats européens pour les recherches en biologie moléculaire de caractère fondamental ainsi que pour d'autres domaines de recherche qui leur sont étroitement liés.

2. Le Programme Général à réaliser sous la responsabilité de la Conférence comporte en premier lieu:

- a) l'attribution de bourses de formation, d'enseignement et de recherche ;
- b) l'aide aux universités et autres institutions nationales d'enseignement supérieur et de recherche désireuses d'accueillir des professeurs invités ;
- c) l'établissement de programmes de cours et l'organisation de réunions d'étude coordonnés avec les programmes des universités et d'autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche.

La réalisation du Programme Général est confiée par la Conférence à l'OEBM.

Le Programme Général ou les conditions de sa mise en oeuvre pourront être modifiés par la Conférence à l'unanimité des Membres présents et votants.

3. Les projets étudiés par la Conférence et que seuls certains Membres sont disposés à réaliser sont qualifiés de Projets Spéciaux. Tout Projet Spécial doit être approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants. La mise en oeuvre d'un Projet Spécial fait l'objet

d'un accord entre les Membres qui y participent. Tout Membre a la faculté de participer ultérieurement à un Projet Spécial déjà approuvé.

Art. III La Conférence

1. Les Membres de la Conférence sont les Etats parties au présent Accord.
2. La Conférence peut, par une décision prise à l'unanimité des Membres présents et votants, permettre à d'autres Etats européens, ainsi qu'aux Etats ayant apporté une contribution importante aux travaux de l'OEBM dès sa fondation, de devenir Membres en adhérant au présent Accord après son entrée en vigueur.
3. La Conférence peut, par une décision prise à l'unanimité des Membres présents et votants, établir une coopération avec des Etats non-Membres, des organisations nationales ou des organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales. Les conditions et les modalités d'une telle coopération sont définies par la Conférence, à l'unanimité des Membres présents et votants, dans chaque cas selon les circonstances.

Art. IV Fonctionnement et compétences de la Conférence

1. La Conférence se réunit une fois par année en session ordinaire. Elle peut en outre se réunir en session extraordinaire à la demande des deux tiers de tous les Membres.
2. Chaque Membre est représenté par deux délégués au plus. Les délégués peuvent être accompagnés de conseillers. La Conférence élit un Président et deux Vice-Présidents, dont le mandat s'étend jusqu'à la session ordinaire suivante.
3. La Conférence :
 - a) prend les décisions nécessaires pour atteindre les objectifs prévus à l'article II ;
 - b) décide du lieu de ses réunions ;
 - c) peut détenir des fonds et conclure des contrats ;
 - d) adopte son Règlement intérieur ;
 - e) peut, par une décision prise à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, créer les organes subsidiaires qui se révéleraient nécessaires ;
 - f) approuve un plan indicatif d'exécution du Programme Général mentionné à l'article II, 2., et en fixe la durée. En approuvant ce plan, la Conférence détermine, par un vote unanime des Membres présents et votants, le montant maximum des engagements pour la période précitée. Ce montant ne peut être modifié par la suite sans une décision de la Conférence prise à l'unanimité des Membres présents et votants ;
 - g) adopte le budget annuel ordinaire et prend, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, les dispositions financières nécessaires ;
 - h) approuve l'estimation provisoire des dépenses pour les deux années suivantes ;

- i) prend connaissance des dispositions financières particulières relatives à chaque Projet Spécial préalablement adopté par les Membres qui participent à ce Projet ;
 - j) adopte son Règlement financier à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants ;
 - k) approuve et publie ses comptes annuels vérifiés ;
 - l) approuve le rapport annuel présenté par le Secrétaire Général.
4. a) (i) Chaque Membre dispose d'une voix à la Conférence.
(ii) Un Membre ne peut toutefois voter sur les modalités d'exécution d'un Projet Spécial que s'il participe à ce Projet.
(iii) Les Etats qui ont signé mais non encore ratifié, accepté ou approuvé le présent Accord pourront se faire représenter à la Conférence et participer à ses travaux, sans droit de vote, pendant un délai de deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord.
(iv) Un Membre n'a pas le droit de vote à la Conférence s'il n'a pas versé ses contributions pendant deux exercices financiers consécutifs.
- b) Sauf dispositions contraires du présent Accord, les décisions de la Conférence sont prises à la majorité des Membres présents et votants.
 - c) La présence de délégués de la majorité de tous les Membres est nécessaire pour que la Conférence délibère et vote valablement.

Art. V Le Secrétaire Général

1. La Conférence désigne à la majorité des deux tiers de tous les Membres un Secrétaire Général pour une période déterminée. Le Secrétaire Général reste en fonction jusqu'à la désignation de son successeur. Il assiste le Président de la Conférence et assure l'intérim entre les sessions. Il peut accomplir tous les actes nécessaires à la gestion des affaires courantes de la Conférence.

2. Le Secrétaire Général présente à la Conférence :

- a) le projet du plan indicatif mentionné à l'article IV, 3. f) ;
- b) le budget annuel ordinaire et l'estimation provisoire mentionnés à l'article IV, 3. g) et h) ;
- c) les dispositions financières particulières relatives à chaque Projet Spécial, conformément à l'article IV, 3. i) ;
- d) les comptes annuels vérifiés et le rapport annuel mentionnés à l'article IV, 3. k) et l).

3. Pour l'accomplissement de ses tâches, le Secrétaire Général aura recours aux services de l'OEBC.

Art. VI Budget

1. Le budget annuel ordinaire pour l'exercice financier suivant (du 1er janvier au 31 décembre), indiquant les dépenses résultant tant de l'exécution du Programme Général que des frais inhérents au fonctionnement de la Conférence et les recettes prévues, doit être présenté par le Secrétaire Général avant le 1er octobre de chaque année.

2. Le budget ordinaire est alimenté par :

- a) les contributions financières des Membres ;
- b) tout don offert par les Membres, en sus de leurs contributions financières, pourvu qu'il soit compatible avec les buts de la Conférence ;
- c) toute autre ressource et notamment tout don offert par des organisations ou personnes privées, sous réserve de l'approbation préalable de la Conférence donnée à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants.

Art. VII Contributions et vérification des comptes

1. Chaque Membre contribue aux dépenses résultant tant de l'exécution du Programme Général que des frais inhérents au fonctionnement de la Conférence selon un barème fixé tous les trois ans par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres et basé sur la moyenne du revenu national net au coût des facteurs de chaque Membre pendant les trois dernières années pour lesquelles on dispose de statistiques.

2. La Conférence peut décider, à la majorité des deux tiers de tous les Membres, de tenir compte de circonstances spéciales à un Membre et modifier sa contribution en conséquence. Pour l'application de la présente disposition, on considère notamment qu'il y a « circonstances spéciales » lorsque le revenu national par habitant dans un Etat Membre est inférieur à un montant qui sera déterminé par la Conférence à la même majorité.

3. Lorsqu'un Etat devient partie à l'Accord ou cesse de l'être, le barème des contributions mentionné au paragraphe 1 est modifié. Le nouveau barème prend effet au début de l'exercice financier suivant.

4. Le Secrétaire Général informe les Membres du montant de leurs contributions en unités de compte, définies par un poids de 0,88867088 grammes d'or fin, et des dates de versement.

5. Le Secrétaire Général tient des comptes détaillés de toutes les dépenses et recettes. La Conférence désigne des Vérificateurs aux comptes pour vérifier ses comptes et pour examiner, conformément à son Règlement financier, les comptes de l'OEBM. Le Secrétaire Général et l'OEBM mettent à la disposition des Vérificateurs aux comptes tous les renseignements susceptibles de les aider dans l'exécution de leur tâche.

Art. VIII Règlement des différends

Tout différend entre deux ou plusieurs Membres au sujet de l'interprétation et de l'application du présent Accord, qui ne pourrait être réglé par l'entremise de la Conférence, sera soumis, à la demande de l'une des parties au différend, à la Cour Internationale de Justice, à moins que les Membres intéressés ne conviennent d'un autre mode de règlement dans un délai raisonnable.

Art. IX Amendements

1. Le présent Accord peut être amendé si les deux tiers au moins de tous les Membres en font la demande.

2. La proposition d'amendement est inscrite à l'ordre du jour de la session ordinaire qui suit immédiatement le dépôt de la proposition auprès du Secrétaire Général. Elle peut également faire l'objet d'une session extraordinaire.

3. Tout amendement au présent Accord doit être adopté par la Conférence à l'unanimité de tous les Membres. Ceux-ci notifient leur acceptation par écrit au Gouvernement suisse.

4. Les amendements entrent en vigueur trente jours après le dépôt de la dernière acceptation écrite.

Art. X Liquidation

Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Membres au sujet de la dissolution de la Conférence, le Secrétaire Général sera chargé des questions de liquidation. Sauf décision contraire de la Conférence, l'actif sera réparti entre les Membres au prorata des contributions versées depuis qu'ils sont parties au présent Accord. S'il existe un passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Membres au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

Art. XI Clauses finales

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des Etats qui l'ont établi.

2. Le présent Accord est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments correspondants sont déposés auprès du Gouvernement suisse.

3. Tout Etat non-signataire du présent Accord peut y adhérer s'il remplit les conditions fixées à l'article III, 2. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement suisse.

4. a) Le présent Accord entrera en vigueur quand la majorité des Etats qui l'ont établi l'aura ratifié, accepté ou approuvé et à condition que l'ensemble des contributions de ces Etats représente au moins 70% du total des contributions figurant au barème annexé au présent Accord.

b) Pour tout autre Etat signataire ou adhérent l'Accord entrera en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

c) Le présent Accord demeurera tout d'abord en vigueur pendant une durée de cinq ans. Un an au moins avant cette échéance, la Conférence se réunira afin de décider, à la majorité des deux tiers de tous les Membres, soit de reconduire l'Accord tel quel, soit d'amender cet Accord, soit de renoncer à la poursuite de la coopération européenne en matière de biologie moléculaire dans le cadre de cet Accord.

5. Après que le présent Accord aura été en vigueur pendant cinq années, tout Etat partie à l'Accord pourra le dénoncer en donnant notification à cet effet au Gouvernement suisse. Cette dénonciation prend effet :

a) à la fin de l'exercice financier en cours, si la notification a été faite au cours des neuf premiers mois de cet exercice financier ;

b) à la fin de l'exercice financier suivant, si la notification a eu lieu dans les trois derniers mois d'un exercice financier.

6. Tout Membre qui ne remplit pas ses obligations découlant du présent Accord peut être privé de sa qualité de Membre par une décision de la Conférence prise à la majorité des deux tiers de tous les Membres. Cette décision sera notifiée aux Etats signataires et adhérents par le Secrétaire Général.

7. Le Gouvernement suisse notifiera aux Etats signataires ou adhérents :

- a) toute signature ;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c) l'entrée en vigueur du présent Accord ;
- d) toute acceptation écrite notifiée en vertu de l'article IX, 3. ;
- e) l'entrée en vigueur de tout amendement ; et
- f) toute dénonciation faite en vertu de l'article XI, 5.

8. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, le Gouvernement suisse le fera enregistrer auprès du Secrétaire Général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Art. XII Dispositions transitoires

1. Pour la période commençant à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord et prenant fin le 31 décembre suivant, la Conférence prendra des dispositions budgétaires et les dépenses seront couvertes par des contributions des Membres, fixées conformément aux deux paragraphes suivants.

2. Les Etats qui seront parties à l'Accord à la date de son entrée en vigueur et ceux qui pourront y devenir parties au cours de la période qui prendra fin le 31 décembre suivant supporteront ensemble la totalité des dépenses prévues par les arrangements budgétaires que la Conférence pourra adopter conformément au paragraphe 1 du présent article.

3. Les contributions des Etats visés au paragraphe 2 du présent article seront d'abord fixées à titre provisoire, selon les besoins, conformément à l'article VII, 1. A la fin de la période visée au paragraphe 1 du présent article, une répartition définitive aura lieu entre ces Etats sur la base des dépenses effectives. Toute somme versée par un Membre en plus du montant ainsi fixé rétroactivement sera portée à son crédit.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Genève, ce 13 février 1969, dans les langues française, anglaise et allemande, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement suisse, lequel en délivrera des copies certifiées conformes aux Etats signataires et adhérents.

(Les signatures suivent)

Agreement establishing the European Molecular Biology Conference

The States parties to this Agreement,

conscious of the important role of molecular biology in the progress of science and the well-being of mankind;

considering that there is need for completing and intensifying, through inter-governmental action, the international co-operation already prevailing in this domain;

desirous of developing European co-operation in the domain of molecular biology with a view to encouraging activities which are of particular scientific merit;

taking note of the acceptance by the European Molecular Biology Organization (hereinafter referred to as «EMBO») of those provisions of the present Agreement which concern it;

have agreed as follows:

Art. I Establishment of the Conference

A European Molecular Biology Conference, hereinafter referred to as «the Conference», is hereby established.

Art. II Purposes

1. The Conference shall provide for co-operation among European States for fundamental research in molecular biology as well as in other areas of research closely related thereto.
2. The General Programme to be carried out under the responsibility of the Conference shall comprise in the first instance:
 - a) provision for training, teaching and research scholarships;
 - b) assistance to universities and other institutions of higher learning that wish to receive visiting professors;
 - c) the establishment of programmes of courses and the organisation of study meetings, coordinated with the programmes of universities and other institutions of higher learning and research.

The execution of the General Programme is entrusted by the Conference to EMBO.

The General Programme, or the means of its execution, may be modified by decision of the Conference taken unanimously by the Members present and voting.

3. Projects studied by the Conference which only some Members are disposed to execute shall be termed Special Projects. Any Special Project shall be approved by the Conference by a two-thirds majority of the Members present and voting. The execution of a Special Project shall be the subject of a special agreement between the States participating in it. Any Member is entitled to participate at any later time in a Special Project which has already been approved.

Art. III The Conference

1. The Members of the Conference are the States parties to this Agreement.

2. The Conference may, by decision taken by unanimous vote of the Members present and voting, permit other European States, as well as States which have made an important contribution to the work of EMBO from its foundation, to become Members by acceding to this Agreement after it has come into force.

3. The Conference may, by unanimous vote of the Members present and voting, establish co-operation with non-Member States, national bodies or international governmental or non-governmental organisations. The conditions and terms of such co-operation shall be defined by the Conference, by unanimous vote of the Members present and voting, in each case according to the circumstances.

Art. IV Procedure and Functions of the Conference

1. The Conference shall meet once a year in ordinary session. It may also meet in extraordinary session at the request of two-thirds of all the Members.

2. Each Member shall be represented by not more than two delegates, who may be accompanied by advisers. The Conference shall elect a President and two Vice-Presidents for a term extending until the next ordinary session.

3. The Conference shall:

- a) take the decisions necessary to achieve the objective provided for in Article II;
- b) decide upon its place of meeting;
- c) be empowered to hold funds and to conclude contracts;
- d) adopt its Rules of Procedure;
- e) establish by a two-thirds majority of the Members present and voting such subordinate bodies as may prove necessary;
- f) approve an indicative scheme for the realisation of the General Programme mentioned in Article II, paragraph 2 and specify its duration. In approving this scheme, the Conference shall determine, by unanimous vote of the Members present and voting, the maximum credits that may be committed during that period. This amount may not be varied thereafter, unless the Conference by unanimous vote of the Members present and voting so decides;
- g) adopt the ordinary annual budget by a two-thirds majority of the Members present and voting and make the necessary financial arrangements;
- h) approve the provisional estimate of expenditures for the two following years;
- i) take note of the particular financial provisions relating to any Special Project previously adopted by those Members participating in that Project;
- j) adopt Financial Regulations by a two-thirds majority of Members present and voting;
- k) approve and publish its audited annual accounts;
- l) approve the annual report presented by the Secretary-General.

4. a)
 - (i) Each Member shall have one vote in the Conference.
 - (ii) A Member shall nevertheless not be entitled to vote with regard to the execution of a Special Project unless it has agreed to participate in that Project.
 - (iii) States which have signed but not yet ratified, accepted or approved this Agreement may be represented at the Conference and take part in its work, without the right to vote, for a period of two years after the coming into force of the Agreement.
 - (iv) A Member shall have no vote in the Conference if it has not paid its contributions for two consecutive financial years.
- b) Except where otherwise stipulated in this Agreement, decisions of the Conference shall be taken by a majority of the Members present and voting.
- c) The presence of delegates of a majority of all Members shall be necessary to constitute a quorum at any meeting of the Conference.

Art. V The Secretary-General

1. The Conference shall appoint, by a two-thirds majority of all Members, a Secretary-General for a defined period of time. He shall remain in office until the appointment of his successor. The Secretary-General shall assist the President of the Conference, and shall maintain continuity of business between sessions. He may undertake all such actions as are required for the conduct of the Conference's current business.
2. The Secretary-General shall present to the Conference:
 - a) the draft indicative scheme referred to in Article IV, paragraph 3 f);
 - b) the ordinary budget and provisional estimate provided for in Article IV, paragraphs 3 g) and h);
 - c) the particular financial provisions for each Special Project, in accordance with Article IV, paragraph 3 i);
 - d) the audited annual accounts and the annual report called for in Article IV, paragraphs 3 k) and l).
3. In the exercise of his duties the Secretary-General shall make use of the services of EMBO.

Art. VI The Budget

1. The annual ordinary budget for the following financial year extending from 1 January to 31 December, showing both the expenses resulting from the realisation of the General Programme and those relating to the functioning of the Conference, together with the estimated income, shall be submitted to the Conference by the Secretary-General not later than 1 October of each year.
2. The expenses of the ordinary budget shall be met by:
 - a) the financial contributions of Members;
 - b) any gifts contributed by Members in addition to their financial contributions, provided they are consistent with the purposes of the Conference;

- c) any other resources, in particular gifts offered by private organisations or individuals, subject to the prior approval of the Conference given by a two-thirds majority of those present and voting.

Art. VII Contributions and Auditing

1. Each Member shall contribute both to the expenses resulting from the realisation of the General Programme and to those relating to the functioning of the Conference, in accordance with a scale which shall be decided upon every three years by the Conference by a two-thirds majority of all the Members and shall be based on the average net national income at factor cost of each Member for the last three preceding years for which statistics are available.
2. The Conference may decide, by a two-thirds majority of all Members, to take account of any special circumstances affecting a Member and to modify its contribution accordingly. In applying this provision the term «special circumstances» shall be held to include in particular a situation in which the per capita national income of a Member State is less than an amount which the Conference shall fix by a two-thirds majority.
3. If a State becomes a party to the Agreement, or ceases to be a party, the scale of contributions mentioned in paragraph 1 shall be modified. The new scale shall take effect as from the beginning of the financial year following.
4. The Secretary-General shall notify Members of the amount of their contributions in accounting units representing a weight of 0.88867088 grams of fine gold, and of the dates on which payments shall be made.
5. The Secretary-General shall keep detailed accounts of all receipts and disbursements. The Conference shall appoint auditors to audit its accounts and to examine, in conformity with the Financial Regulations, the accounts of EMBO. The Secretary-General and EMBO shall furnish the auditors with such information and help as they may require to carry out their duties.

Art. VIII Settlement of Disputes

Any dispute between two or more Members concerning the interpretation or application of this Agreement which is not settled through the good offices of the Conference shall be submitted, at the request of any party to the dispute, to the International Court of Justice, unless the Members concerned agree within a reasonable lapse of time on another mode of settlement.

Art. IX Amendments

1. This Agreement may be amended when not less than two-thirds of all the Members have so requested.
2. A proposal of amendment shall be placed on the agenda of the ordinary session which immediately follows the deposit of the proposal with the Secretary-General. Such a proposal may also be the object of an extraordinary session.
3. Any amendment to this Agreement shall be adopted unanimously by all the Members of the Conference, who shall notify their acceptance in writing to the Government of Switzerland.
4. Amendments shall come into force 30 days after the deposit of the last written notification of acceptance.

Art. X Winding-up

Subject to any agreement which may be made between Members with regard to the winding-up of the Conference, the Secretary-General shall be entrusted with all questions arising from the winding-up of the Conference. Except where otherwise provided by the Conference, the surplus shall be distributed among the Members in proportion to the contributions paid by them since the dates of their becoming parties to this Agreement. In the event of a deficit, this shall be met by the Members in the same proportions as those in which their contributions have been assessed for the current financial year.

Art. XI Final Provisions

1. This Agreement shall be open for signature by the States which have drawn it up.
2. This Agreement shall be subject to ratification, acceptance or approval. The appropriate instructions shall be deposited with the Government of Switzerland.
3. Any State not a signatory to this Agreement may accede on condition that it satisfies the provisions of Article III, paragraph 2. The instruments of accession shall be deposited with the Government of Switzerland.
4. a) This Agreement shall come into force when ratified, accepted or approved by the majority of States which have drawn it up, and on condition that the total contributions of these States represent at least 70% of the total of contributions shown in the scale annexed to this Agreement.
b) For any other signatory or acceding State the Agreement shall come into force on the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.
c) This Agreement shall initially remain in force for a period of five years. Not less than one year before the close of that period the Conference shall meet for the purpose of deciding by a two-thirds majority of all the Members either to prolong the Agreement without change, or to amend it, or to discontinue European collaboration in the field of molecular biology within the framework of the Agreement.
5. After this Agreement has been in force for five years, a State party to the Agreement may denounce it by giving notification to that effect to the Government of Switzerland. Such denunciation shall take effect:
 - a) at the end of the current financial year, if the notification has been given during the first nine months of that financial year;
 - b) at the end of the next financial year, if the notification has been given in the last three months of the current financial year.
6. If a Member fails to fulfil its obligations under this Agreement, it may be deprived of its membership by decision of the Conference taken by a majority of two-thirds of all the Members. Such decision shall be notified to signatory and acceding States by the Secretary-General.
7. The Government of Switzerland shall notify signatory and acceding States of:
 - a) all signatures;

- b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- c) the entry into force of this Agreement;
- d) all written acceptances notified under Article IX, paragraph 3;
- e) the entry into force of any amendment; and
- f) any denunciation signified in accordance with Article XI, paragraph 5.

8. The Government of Switzerland shall, upon the coming into force of this Agreement, register it with the Secretary-General of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

Art. XII Transitional Provisions

1. For the period from the entry into force of the Agreement to 31 December following, the Conference shall make budgetary arrangements and expenditure shall be covered by assessments upon Member States established in accordance with the following two paragraphs.

2. States parties to the Agreement upon its coming into force, and States which may become parties up to 31 December following, shall together bear the whole of the expenditure foreseen in the provisional budgetary arrangements which the Conference may adopt in accordance with paragraph 1 of this Article.

3. The assessments upon States covered by paragraph 2 above shall be established on a provisional basis according to the need and in conformity with Article VII, paragraph 1. On the expiry of the period indicated in paragraph 1 above, a definitive sharing of costs as between these States shall be effected on the basis of actual expenditures. Any excess payment by a State, over and above its definitive share as thus established, shall be placed to its credit.

In witness whereof, the undersigned plenipotentiaries, having been duly authorised thereto, have signed this Agreement.

Done at Geneva, this 13 February 1969, in the English, French and German languages, the three texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of Switzerland, which shall transmit certified copies to all signatory and acceding States.

(The signatures follow below)

Übereinkommen zur Gründung einer Europäischen Konferenz für Molekularbiologie

Die Vertragsstaaten dieses Übereinkommens,

überzeugt von der Bedeutung der Molekularbiologie für den Fortschritt der Wissenschaft und für das Wohl der Menschheit;

in der Erwägung, daß es nötig ist, die auf diesem Gebiete bereits bestehende internationale Zusammenarbeit durch zwischenstaatliche Maßnahmen zu ergänzen und zu vertiefen;

in dem Wunsch, die europäische Zusammenarbeit auf dem Gebiete der Molekularbiologie zu verstärken, um dadurch Tätigkeiten von besonderem wissenschaftlichem Wert zu fördern;

in Kenntnis dessen, daß die Europäische Molekularbiologie-Organisation (im folgenden als «EMBO» bezeichnet) die sie betreffenden Bestimmungen dieses Übereinkommens angenommen hat;

sind wie folgt übereingekommen:

Art. I Gründung der Konferenz

Hiermit wird eine Europäische Konferenz für Molekularbiologie gegründet (im folgenden als «Konferenz» bezeichnet).

Art. II Ziele

1. Die Konferenz sorgt für die Zusammenarbeit europäischer Staaten auf dem Gebiet der Grundlagenforschung in der Molekularbiologie und in anderen hiermit eng zusammenhängenden Forschungsbereichen.

2. Das Allgemeine Programm, das unter der Verantwortung der Konferenz durchzuführen ist, umfaßt in erster Linie

- a) die Vergabe von Ausbildungs-, Lehr-, und Forschungsstipendien;
- b) die Unterstützung von Universitäten und sonstigen nationalen Hochschul- und Forschungseinrichtungen, welche Gastprofessoren aufzunehmen wünschen;
- c) die Aufstellung von Vorlesungsplänen und Veranstaltung von Studientagen, die mit den Lehrplänen von Universitäten sowie sonstigen Hochschul- und Forschungseinrichtungen abgestimmt werden.

Die Durchführung dieses Allgemeinen Programms überträgt die Konferenz der EMBO.

Das Allgemeine Programm sowie die Modalitäten seiner Durchführung können durch Konferenzbeschlüsse geändert werden, die der Einstimmigkeit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten bedürfen.

3. Bestimmte von der Konferenz geprüfte Vorhaben, zu deren Durchführung nur einige Mitgliedstaaten bereit sind, werden als Sondervorhaben bezeichnet. Jedes Sondervorhaben bedarf der mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten erteilten Genehmigung der Konferenz. Seine Durchführung ist Gegenstand einer Sonderübereinkunft der daran teilnehmenden Staaten. Jeder Mitgliedstaat ist berechtigt, an einem Sondervorhaben auch nach dessen Genehmigung teilzunehmen.

Art. III Die Konferenz

1. Mitglieder der Konferenz sind die Vertragsstaaten dieses Übereinkommens.

2. Anderen europäischen Staaten sowie solchen Staaten, die seit Gründung der EMBO einen wichtigen Beitrag zu deren Arbeiten geleistet haben, kann die Konferenz durch einstimmigen Beschluß der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten gestatten, durch Beitritt zu diesem Übereinkommen nach dessen Inkrafttreten Mitgliedstaaten zu werden.

3. Die Konferenz kann durch einstimmigen Beschluß der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten mit Nichtmitgliedsstaaten, nationalen Einrichtungen, zwischenstaatlichen oder internationalen nichtstaatlichen Organisationen eine Zusammenarbeit aufnehmen. Die Voraussetzungen und die Art und Weise dieser Zusammenarbeit legt die Konferenz im Einzelfall entsprechend den Umständen durch einstimmigen Beschluß der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten fest.

Art. IV Verfahren und Aufgaben der Konferenz

1. Die Konferenz tritt einmal im Jahr zu einer ordentlichen Tagung zusammen. Auf Antrag von zwei Dritteln aller Mitgliedstaaten kann sie ferner zu einer außerordentlichen Tagung zusammentreten.

2. Jeder Mitgliedstaat wird durch höchstens zwei Delegierte vertreten, die von Beratern begleitet sein können. Die Konferenz wählt einen Präsidenten und zwei Vizepräsidenten, deren Amtszeit bis zur nächsten ordentlichen Tagung währt.

3. Die Konferenz

- a) faßt die erforderlichen Beschlüsse, um die in Artikel II bezeichneten Ziele zu erreichen;
- b) beschließt über ihren Tagungsort;
- c) kann finanzielle Mittel besitzen und Verträge schließen;
- d) gibt sich eine Geschäftsordnung;
- e) setzt mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten die gegebenenfalls erforderlichen nachgeordneten Organe ein;
- f) genehmigt zur Durchführung des in Artikel II Absatz 2 erwähnten Allgemeinen Programms einen Rahmenplan und bestimmt dessen Geltungsdauer. Bei der Genehmigung dieses Planes setzt die Konferenz durch einstimmigen Beschluß der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten den Höchstbetrag der Mittel fest, bis zu dem während dieser Zeit Verpflichtungen eingegangen werden dürfen. Dieser Betrag darf später nicht mehr geändert

werden, es sei denn, daß die Konferenz ihn durch einstimmigen Beschluß der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten ändert;

- g) verabschiedet mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten das ordentliche Jahresbudget (den ordentlichen Haushaltsplan) und trifft die erforderlichen finanziellen Regelungen;
 - h) genehmigt den vorläufigen Ausgabenvoranschlag für die folgenden zwei Jahre;
 - i) nimmt in bezug auf jedes Sondervorhaben die diesem eigenen Finanzbestimmungen zur Kenntnis, nachdem es von den an dem Sondervorhaben teilnehmenden Mitgliedstaaten genehmigt worden ist;
 - j) beschließt mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten eine Finanzordnung;
 - k) genehmigt und veröffentlicht ihre geprüften Jahresabrechnungen;
 - l) genehmigt den vom Generalsekretär vorgelegten Jahresbericht.
4. a) (i) Jeder Mitgliedstaat hat in der Konferenz eine Stimme.
(ii) Ein Mitgliedstaat ist jedoch in bezug auf die Durchführung eines Sondervorhabens nur dann stimmberechtigt, wenn er sich bereit erklärt hat, an diesem Vorhaben teilzunehmen.
(iii) Staaten, die dieses Übereinkommen unterzeichnet, aber noch nicht ratifiziert, angenommen oder genehmigt haben, können sich nach seinem Inkrafttreten noch zwei Jahre lang ohne Stimmrecht in der Konferenz vertreten lassen und an ihren Arbeiten teilnehmen.
(iv) Ein Mitgliedstaat ist in der Konferenz nicht stimmberechtigt, wenn er während zweier aufeinanderfolgender Rechnungsjahre seine Beträge nicht geleistet hat.
- b) Soweit in diesem Übereinkommen nichts anderes vorgesehen ist, bedürfen die Beschlüsse der Konferenz der Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten.
- c) Die Konferenz ist verhandlungs- und beschlussfähig, wenn in der Sitzung die Delegierten der Mehrheit der Mitgliedstaaten anwesend sind.

Art. V Der Generalsekretär

1. Die Konferenz ernennt mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten einen Generalsekretär für eine bestimmte Amtszeit. Er bleibt bis zur Ernennung seines Nachfolgers im Amt. Der Generalsekretär unterstützt den Präsidenten der Konferenz und gewährleistet die Stetigkeit der Geschäftsführung zwischen den Tagungen. Er kann alle Maßnahmen treffen, die für die Führung der laufenden Geschäfte der Konferenz erforderlich sind.

2. Der Generalsekretär unterbreitet der Konferenz

- a) den Entwurf des in Artikel IV Absatz 3 f) erwähnten Rahmenplans;
- b) das in Artikel IV Absatz 3 g) und h) vorgesehene ordentliche Jahresbudget und den Voranschlag;
- c) die jedem Sondervorhaben nach Artikel IV Absatz 3 i) eigenen Finanzbestimmungen;

- d) die geprüften Jahresabrechnungen und den Jahresbericht, die in Artikel IV Absatz 3 k) und l) vorgeschrieben sind.

3. Bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben nimmt der Generalsekretär die Dienste der EMBO in Anspruch.

Art. VI Das Budget

1. Der Generalsekretär unterbreitet der Konferenz bis zum 1. Oktober eines jeden Jahres für das folgende Rechnungsjahr vom 1. Januar bis zum 31. Dezember das ordentliche Jahresbudget, das die aus der Durchführung des Allgemeinen Programms entstehenden und die mit der Tätigkeit der Konferenz zusammenhängenden Ausgaben sowie die veranschlagten Einnahmen enthält.

2. Die Ausgaben des ordentlichen Budgets werden wie folgt gedeckt:

- a) durch die finanziellen Beiträge der Mitgliedstaaten;
- b) durch alle von den Mitgliedstaaten neben ihren finanziellen Beiträgen gewährten Schenkungen, sofern sie mit den Zielen der Konferenz vereinbar sind;
- c) durch alle sonstigen Einnahmen, insbesondere jegliche von privaten Organisationen und Privatpersonen angebotenen Schenkungen; deren Annahme bedarf jedoch der mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten erteilten vorherigen Genehmigung durch die Konferenz.

Art. VII Beiträge und Rechnungsprüfung

1. Jeder Mitgliedstaat leistet Beiträge zu den aus der Durchführung des Allgemeinen Programms entstehenden und zu den mit der Tätigkeit der Konferenz zusammenhängenden Ausgaben nach einem Schlüssel, den die Konferenz alle drei Jahre mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten beschließt, und zwar auf der Grundlage des durchschnittlichen Nettovolkseinkommens zu Faktorkosten eines jeden Mitgliedstaates während der letzten drei Jahre, für welche Statistiken vorliegen.

2. Die Konferenz kann mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten beschließen, die besonderen Verhältnisse eines Mitgliedstaates zu berücksichtigen und dessen Beitrag den Gegebenheiten anzupassen. Besondere Verhältnisse im Sinne dieser Bestimmung sind vor allem dann gegeben, wenn das Volkseinkommen je Kopf der Bevölkerung eines Mitgliedstaates niedriger ist als ein von der Konferenz mit der gleichen Mehrheit beschlossener Betrag.

3. Wird ein Staat Vertragsstaat des Übereinkommens oder hört er auf, Vertragsstaat zu sein, so wird der in Absatz 1 erwähnte Beitragsschlüssel geändert. Der neue Schlüssel tritt mit Beginn des folgenden Rechnungsjahres in Kraft.

4. Der Generalsekretär notifiziert den Mitgliedstaaten die Höhe ihrer Beiträge in Rechnungseinheiten zu 0,88867088 g Feingold und die Termine, zu denen die Zahlungen fällig werden.

5. Der Generalsekretär führt über alle Einnahmen und Ausgaben im einzelnen Buch. Die Konferenz ernennt Rechnungsprüfer, die ihre Bücher prüfen und nach Maßgabe der Finanzordnung die Bücher der EMBO überprüfen. Der Generalsekretär und die EMBO erteilen den Rechnungsprüfern alle Auskünfte, die geeignet sind, ihnen bei der Erfüllung ihrer Aufgaben zu helfen.

Art. VIII Beilegung von Streitigkeiten

Jede Streitigkeit zwischen zwei oder mehr Mitgliedstaaten über die Auslegung und Anwendung dieses Übereinkommens, die nicht durch die guten Dienste der Konferenz beigelegt werden kann, ist auf Ersuchen einer der Streitparteien dem Internationalen Gerichtshof vorzulegen, sofern sich die betreffenden Mitgliedstaaten nicht binnen einer angemessenen Frist auf eine andere Art der Beilegung einigen.

Art. IX Änderungen

1. Dieses Übereinkommen kann geändert werden, wenn mindestens zwei Drittel aller Mitgliedstaaten dies verlangen.
2. Der Änderungsvorschlag wird auf die Tagesordnung derjenigen ordentlichen Tagung gesetzt, die unmittelbar auf die Hinterlegung des Vorschlags beim Generalsekretär folgt. Er kann auch Gegenstand einer außerordentlichen Tagung sein.
3. Eine Änderung dieses Übereinkommens bedarf der einstimmigen Annahme durch alle Mitgliedstaaten der Konferenz; diese notifizieren die Annahme schriftlich der schweizerischen Regierung.
4. Änderungen treten dreißig Tage nach Hinterlegung der letzten schriftlichen Annahme in Kraft.

Art. X Auflösung

Vorbehaltlich einer zwischen den Mitgliedstaaten über die Auflösung der Konferenz getroffenen Übereinkunft wird der Generalsekretär mit der Regelung aller Auflösungsfragen beauftragt. Sofern die Konferenz nichts anderes beschließt, werden Überschüsse unter den Mitgliedstaaten im Verhältnis der Beiträge verteilt, die sie seit dem Tag geleistet haben, an dem sie Vertragsstaaten wurden. Ein etwaiger Fehlbetrag wird von diesen Mitgliedstaaten im Verhältnis der für das laufende Rechnungsjahr festgesetzten Beiträge gedeckt.

Art. XI Schlußbestimmungen

1. Dieses Übereinkommen liegt für die Staaten, die es abgefaßt haben, zur Unterzeichnung auf.
2. Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung. Die diesbezüglichen Urkunden werden bei der schweizerischen Regierung hinterlegt.
3. Nach dem Inkrafttreten dieses Übereinkommens kann ihm jeder Staat, der es nicht unterzeichnet hat, beitreten, sofern er die Voraussetzungen des Artikels III Absatz 2 erfüllt. Die Beitrittsurkunden werden bei der schweizerischen Regierung hinterlegt.
4. a) Dieses Übereinkommen tritt in Kraft, sobald es von der Mehrheit der Staaten, die es abgefaßt haben, ratifiziert, angenommen oder genehmigt worden ist, vorausgesetzt, daß die Summe der Beiträge dieser Staaten mindestens 70% der gesamten Beiträge ausmacht, die in dem diesem Übereinkommen beigefügten Schlüssel angegeben sind.

- b) Für jeden weiteren Unterzeichnerstaat oder beitretenden Staat tritt dieses Übereinkommen mit der Hinterlegung seiner Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde in Kraft.
- c) Dieses Übereinkommen bleibt zunächst fünf Jahre lang in Kraft. Spätestens ein Jahr vor dem Ablauf dieser Frist tritt die Konferenz zusammen, um mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten zu beschließen, ob das Übereinkommen unverändert verlängert oder ob es geändert oder ob auf dem Gebiete der Molekularbiologie im Rahmen dieses Übereinkommens die europäische Zusammenarbeit eingestellt werden soll.

5. Nachdem dieses Übereinkommen fünf Jahre lang in Kraft gewesen ist, kann ein Vertragsstaat es durch eine an die schweizerische Regierung gerichtete Notifikation kündigen. Die Kündigung wird wie folgt wirksam werden:

- a) am Ende des laufenden Rechnungsjahres, wenn die Notifikation während der ersten neun Monate desselben erfolgt;
- b) am Ende des nächsten Rechnungsjahres, wenn die Notifikation in den letzten drei Monaten des laufenden Rechnungsjahres erfolgt.

6. Kommt ein Mitgliedstaat seinen Verpflichtungen aus diesem Übereinkommen nicht nach, so kann ihm seine Mitgliedschaft durch einen mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten gefassten Beschluß der Konferenz entzogen werden. Diesen Beschluß notifiziert der Generalsekretär den Unterzeichnerstaaten und beigetretenen Staaten.

7. Die schweizerische Regierung notifiziert den Unterzeichnerstaaten und beigetretenen Staaten:

- a) jede Unterzeichnung
- b) jede Hinterlegung einer Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde;
- c) das Inkrafttreten dieses Übereinkommens;
- d) jede nach Artikel IX Absatz 3 schriftlich notifizierte Annahme;
- e) das Inkrafttreten jeder Änderung;
- f) jede nach Artikel XI Absatz 5 erfolgte Kündigung.

8. Die schweizerische Regierung läßt dieses Übereinkommen alsbald nach seinem Inkrafttreten nach Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen bei deren Generalsekretär registrieren.

Art. XII Übergangsbestimmungen

1. Für die Zeit vom Inkrafttreten dieses Übereinkommens bis zum darauf folgenden 31. Dezember trifft die Konferenz Budgetregelungen, und die Ausgaben werden durch Veranlagung der Mitgliedstaaten nach den Absätzen 2 und 3 gedeckt.

2. Die Staaten, die bei Inkrafttreten dieses Übereinkommens Vertragsstaaten sind, und die Staaten, die bis zum darauf folgenden 31. Dezember Vertragsstaaten werden, bestreiten gemeinsam die gesamten Ausgaben, die in den vorläufigen Budgetregelungen vorgesehen sind, welche die Konferenz nach Absatz 1 treffen kann.

3. Die Veranlagung der Staaten nach Absatz 2 wird vorläufig je nach den Erfordernissen und im Einklang mit Artikel VII Absatz 1 vorgenommen. Nach Ablauf der in Absatz 1 bezeichneten Frist wird auf der Grundlage der tatsächlichen Ausgaben eine endgültige Kostenteilung zwischen diesen Staaten vorgenommen. Zahlungen, die ein Staat über seinen auf diese Weise bestimmten endgültigen Anteil hinaus geleistet hat, werden ihm gutgeschrieben.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten, hierzu gehörig befugten Bevollmächtigten dieses Übereinkommen unterschrieben.

Geschehen zu Genf, am 13. Februar 1969, in deutscher, englischer und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die im Archiv der schweizerischen Regierung hinterlegt wird; diese übermittelt allen Unterzeichnerstaaten und beitretenden Staaten beglaubigte Abschriften.

(Es folgen die Unterschriften)

**Barème des contributions établi par le CERN, pour l'année 1967,
sur la base de la moyenne des revenus nationaux
des années 1962 à 1964**

Ce barème est mentionné ici exclusivement aux fins de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article XI. Il ne préjuge en aucune façon les décisions qui devront être prises par la Conférence en vertu du paragraphe 1 de l'article VII au sujet des barèmes futurs des contributions.

	%
Autriche.....	1,87
Belgique.....	3,51
Danemark.....	2,02
Espagne.....	4,26
France.....	19,06
Grèce.....	1,16
Italie.....	11,08
Norvège.....	1,39
Pays-Bas.....	3,82
République fédérale d'Allemagne..	22,96
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.....	21,84
Suède.....	3,96
Suisse.....	<u>3,07</u>
	100,00

**Scale of the contributions drawn up by CERN for 1967
on the basis of average national incomes, 1962 – 1964**

This scale is given here solely for the specific purposes of Article XI, paragraph 4 a). It in no way prejudices the decisions which the Conference will have to take under Article VII, paragraph 1 on the future scale of contributions.

	%
Austria.....	1,87
Belgium.....	3,51
Denmark.....	2,02
Federal Republic of Germany..	22,96
France.....	19,06
Greece.....	1,16
Italy.....	11,08
Netherlands.....	3,82
Norway.....	1,39
Spain.....	4,26
Sweden.....	3,96
Switzerland.....	3,07
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.....	<u>21,84</u>
	100,00

**Beitragsschlüssel, berechnet von CERN
für das Jahr 1967 auf der Grundlage des durchschnittlichen
Volkseinkommens 1962-1964**

Dieser Schlüssel dient lediglich der Anwendung des Artikels XI Absatz 4 a). Er greift den Beschlüssen nicht vor, welche die Konferenz nach Artikel VII Absatz 1 über künftige Beitragsschlüssel zu fassen haben wird.

	%
Belgien.....	3,51
Dänemark.....	2,02
Bundesrepublik Deutschland..	22,96
Frankreich.....	19,06
Griechenland.....	1,16
Italien.....	11,08
Niederlande.....	3,82
Norwegen.....	1,39
Österreich.....	1,87
Schweden.....	3,96
Schweiz.....	3,07
Spanien.....	4,26
Vereinigtes Königreich von Grossbritannien und Nordirland.....	<u>21,84</u>
	100,00
